ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 3 mars 1956, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "relatif aux fonds communs de placement et modifiant le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre", a donné le 8 mars 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 3e Maart 1956 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de gemeenschappelijke beleggingsfondsen", heeft de 8e Maart 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi a pour objet de soumettre au contrôle de la Commission bancaire la gestion des masses indivises de valeurs mobilières lorsque les parts des co-propriétaires indivis sont représentées, soit par des titres à ordre ou au porteur, soit par des titres faisant l'objet d'une émission publique.

Il dénomme ces masses, pour l'application de la loi, "fonds communs de placement".

Le Conseil d'Etat saisi d'un premier projet sur cette matière a donné, le 13 juillet 1955, un avis dont les observations ont été retenues pour partie lors de l'élaboration du projet actuel. Celui-ci comporte des dispositions nouvelles sur lesquelles le Conseil d'Etat est appelé à donner son avis d'urgence.

OBSERVATIONS GENERALES.

Selon l'exposé des motifs, le Gouvernement a mis à l'étude l'ensemble du problème que soulève la notion connue dans les pays anglo-saxons sous le nom d'"Investment Trust", et il a l'intention d'en organiser en Belgique, à la fois le statut et le contrôle. "Il estime cependant nécessaire de prendre, dès à présent, des mesures provisoires protégeant l'épargne placée sous cette forme ... La constitution, la gestion et la liquidation de ces fonds restent de la compétence exclusive des particuliers qui sont également seuls responsables des décisions qu'ils prennent à cet égard. La mission des pouvoirs publics se

.../...

limite à la réalisation des objectifs généraux de protection et d'information de l'épargne".

C'est donc de ces intentions que procèdent le projet de loi et en particulier les dispositions qui octroient des pouvoirs réglementaires et juridictionnels à l'organe de contrôle.

L'article 3, §§ 2 et 3, du projet doivent en ordre principal retenir l'attention en tant qu'ils attribuent à la Commission bancaire, le pouvoir d'établir des règlements indispensables à l'application de la loi.

La justification de pareille attribution à un "organisme autonome" réside généralement, soit dans la complexité du caractère technique de la réglementation, soit dans le caractère mouvant de la situation à réglementer. Il semble que cette deuxième raison puisse être invoquée pour expliquer l'attribution du pouvoir réglementaire que la Commission bancaire tient déjà de l'article 11 de l'arrêté royal du 9 juillet 1935 afin de déterminer les proportions que les banques doivent observer entre, d'une part, les liquidités et les actifs mobilisables et, d'autre part, le capital et certains engagements.

Il peut ainsi se concevoir que la Commission bancaire soit investie du pouvoir énoncé à l'article 3, § 2, du projet en tant qu'il l'habilite de réglementer les obligations et interdictions auxquelles sont soumises la gestion et l'administration des fonds belges de placement et l'émission publique des titres représentatifs des droits des propriétaires indivis.

.../...

En revanche, lorsque ce même article 3, § 2, charge la Commission bancaire de déterminer elle-même les règles normatives auxquelles sera soumise la constitution des fonds de placement , on est en droit de se demander s'il ne serait pas plus conforme au fonctionnement normal de nos institutions de laisser au Roi ce pouvoir qui apparaît comme un complément de celui qui lui est attribué par l'article 2, § 2, à savoir la détermination des conditions d'agréation des sociétés de gestion.

Sans doute, objectera-t-on que le pouvoir réglementaire de la Commission bancaire est soumis à l'approbation du Ministre des Finances. Cette subordination est importante; mais il n'empêche qu'en cas de refus d'approbation, aucun règlement n'aurait de force obligatoire et, dans ce cas, à moins d'admettre que la Commission bancaire dispose d'un pouvoir discrétionnaire quant à ses décisions d'autorisation, la loi ne pourrait recevoir d'application étant donné que le Ministre des Finances n'a aucun droit d'initiative, situation qui ne se concilie guère avec le but de protection poursuivi par la loi.

Au surplus, l'Etat n'est pas représenté au sein de la Commission et n'y dispose d'autre pouvoir que celui de nommer et de révoquer ses membres.

La méthode utilisée par l'article 2 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes, encore que discutable , est plus conforme à l'organisation des pouvoirs. Elle donne au Roi l'autorisation de donner à l'Institut du change compétence de prendre des règlements relatifs à certaines matières déterminées. De cette manière,

.../...

non seulement la délégation du pouvoir exécutif sera consentie en mesure des nécessités, mais la délégation sera toujours révocable "ad nutum" et le Roi conserve la possibilité d'agir en cas de carence de l'Institut.

\+

\+ \+

Le projet prévoit que les droits des propriétaires indivis sont représentés par des titres à ordre ou au porteur. Il n'indique pas les formes que doivent revêtir ces titres.

La législation consacre l'existence d'un certain nombre de titres à ordre ou au porteur, dont elle détermine les formes et les conditions de validité, tels les actions et obligations de société (article 44 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales), la lettre de change (article 1er des lois coordonnées), le billet à ordre (article 76 des lois coordonnées), le warrant (article 3 de la loi du 18 novembre 1862), les chèques et autres mandats de paiement (article 2 de la loi du 20 juin 1873).

La doctrine presqu'unanime estime que rien ne s'oppose à la création conventionnelle de titres civils à ordre ou au porteur, que la cession de tels titres qui représenteraient un droit de créance peut se faire sans

.../...

observer les formalités de l'article 1690 du Code civil et que le débiteur ne pourrait opposer au porteur les exceptions qu'il aurait pu faire valoir contre le premier détenteur du titre.

(De Page, Tome II, n°479 quater, Tome IV, 414, 415 et 445 A; Aubry et Rau, Tome V, § 359 bis, 2°, notes 24 et 25; Planiol et Ripert, Tome VII, n^{os} 1136 , 1137 et 1138; Baudry, Lacantinerie, Tome 17, n°800).

\+

\+ \+

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Article 1er.

Le mot "portefeuille" n'a pas de sens juridique bien défini et son emploi devrait être évité.

Selon le projet, la loi s'appliquera aux portefeuilles de valeurs mobilières gérés ou administrés "sous quelque forme que ce soit ...". Cette formule extensive apparaît en contradiction avec l'exposé des motifs, qui déclare que "le projet vise uniquement les fonds communs constitués sous la forme d'indivision".

.../...

Article 2.

Les pouvoirs réglementaires qu'il importerait de confier au Roi, c'est-à-dire ceux énoncés aux articles 2, § 2 et 4 du projet ainsi que celui permettant de régler les modalités des autorisations de la Commission bancaire, devraient prendre place dans un article distinct, tandis que les pouvoirs attribués à la Commission bancaire feraient l'objet d'un autre article.

Le paragraphe 3 donne à la Commission bancaire le pouvoir d'accorder des dérogations aux arrêtés royaux déterminant les conditions de l'agréation des sociétés de gestion.

L'exercice de ce pouvoir n'est assorti d'aucune condition, d'aucune limite, ce qui risque de rendre assez illusoire l'empire de la réglementation pour peu que des dérogations soient fréquemment accordées.

Il serait plus indiqué de laisser au Roi le soin d'apprécier sous quelles conditions et dans quelles limites il convient de permettre à la Commission bancaire de suspendre l'application des règlements d'exécution de la loi, en faveur de certaines sociétés de gestion. Le paragraphe 3 de l'article 2 trouverait donc heureusement sa place dans l'arrêté royal pris en exécution du paragraphe 2 du même article.

.../...

Article 3.

Le paragraphe premier de cet article soumet à l'autorisation de la Commission bancaire la modification des droits des propriétaires indivis des fonds, bien que, selon le droit commun, pareille modification ne puisse intervenir que de l'accord de ces propriétaires.

S'il importe de protéger ces derniers contre leur inexpérience juridique et financière, à l'occasion des remaniements du contrat qui les lie, il apparaît tout aussi utile de prévoir une vérification du contrat primitif lorsqu'il est offert à l'adhésion des souscripteurs éventuels. L'autorisation de la Commission bancaire s'indiquerait donc , comme l'imposait le projet primitif, chaque fois qu'une société de gestion agréée constituerait un nouveau fonds de placement.

L'exposé des motifs déclare qu'il a été renoncé à cette exigence parce que "les conditions de cette autorisation eussent, en fait, été les mêmes que les prescriptions du règlement" de la Commission bancaire. Cet argument ne démontre pas l'inopportunité de la vérification du contrat primitif. En effet, il ne suffit pas que le règlement énonce avec précision les conditions et formalités à remplir pour la constitution d'un fonds de placement, pour qu'on soit assuré que ces dernières ont été respectées.

.../...

Au paragraphe troisième, l'expression : "coefficient de répartition des risques" donne une idée inexacte du but poursuivi par les promoteurs du système qui tend à éliminer les risques. Il serait préférable de dire : "coefficient de répartition des placements".

Article 5.

Cet article prévoit qu'en cas de retrait de l'agréation, la Commission bancaire prend les mesures nécessaires pour la protection des propriétaires indivis sans préciser autrement ces mesures.

L'exposé des motifs ajoute que "ces mesures pourront notamment comporter la nomination de commissaires ou de gérants provisoires".

Des mesures de cette nature impliquent le dessaisissement de la société de gestion.

Cependant, il ne découle pas de l'article que le retrait de l'agréation emporte de plein droit la révocation du mandat donné à la société de gestion par les propriétaires indivis.

Cet effet du retrait de l'agréation devrait être prévu par la loi. D'autant plus que si le mandat a été consenti à titre irrévocable par les propriétaires indivis, la Commission bancaire ne pourrait en obtenir la révocation, même avec le concours de ces propriétaires.

\+

\+ \+

.../...

Parmi les mesures que l'article 5 tendrait à permettre à la Commission bancaire de prendre d'autorité, il y a aussi, aux termes de l'exposé des motifs, la mise en liquidation des fonds communs gérés par la société dont l'agréation a été retirée.

Il importe de relever, à cet égard, que ni le Roi, par ses arrêtés d'exécution, ni la Commission bancaire, par ses règlements, ne pourraient, dans le silence de la loi, se substituer aux propriétaires indivis pour décider de la liquidation des fonds en indivision.

Il serait, d'ailleurs, conforme aux intérêts des propriétaires indivis que ceux-ci soient appelés à se prononcer sur le sort futur de leur patrimoine commun. A cette fin, il conviendrait de prévoir qu'ils se réuniront en assemblée générale, à l'initiative des administrateurs provisoires, et qu'ils pourront, à la majorité des voix, prendre les décisions que la situation requiert.

La réunion des propriétaires indivis en assemblée générale ne doit, cependant, pas conduire à penser que l'indivision possède ainsi un organe permanent par lequel elle exprime normalement sa volonté. Cette procédure est exceptionnelle et doit le rester, sans quoi l'indivision devrait être considérée comme une société civile.

L'exposé des motifs considère que l'intervention des propriétaires indivis "sera cependant parfois inopportune. En raison de l'absentéisme bien connu des porteurs de valeurs mobilières, les décisions de l'assemblée

.../...

pourraient, en effet, être l'oeuvre d'une petite minorité d'indivisaires alliés aux gérants".

Cette objection dépasse le projet et atteint un des principes fondamentaux du fonctionnement des sociétés commerciales. Tout au plus pourrait-elle justifier l'exigence de certains quorums pour la validité des décisions.

L'article 6 du texte proposé ci-après tient compte des observations qui viennent d'être formulées.

Article 6.

Il y est fait mention de "l'autorisation préalable" de la Commission bancaire. De par sa nature une autorisation doit toujours précéder l'acte qu'elle permet d'accomplir. L'adjectif "préalable" peut donc être omis sans inconvénient.

Article 7.

Au § 6, il est prévu que la Commission bancaire peut publier au Moniteur belge certaines de ses décisions. Il apparaît cependant que le public a intérêt de savoir qu'une société de gestion n'est plus agréée ou

.../...

que des fonds étrangers ne sont plus autorisés à émettre des titres en Belgique. Il est plus conforme au but poursuivi par le projet d'imposer la publication des décisions prises en application des articles 5, § 1er, 2°, et 6, § 3.

Article 9.

L'alinéa 2 du § 1er de cet article prévoit que les infractions visées aux 3°, 4° et 5° de l'alinéa précédent sont poursuivies à la requête de la Commission bancaire.

L'exposé des motifs précise que ces infractions ne pourront être poursuivies que sur requête de la Commission bancaire et invoque, à titre de précédent, l'article 6 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes . Cet article a été modifié par l'arrêté-loi du 4 juin 1946.

Il importe d'observer qu'en ce qui concerne l'Institut belgo-luxembourgeois du change, la subordination de l'exercice de la poursuite à une dénonciation de l'Institut trouve sa justification dans les pouvoirs de transaction qui lui sont attribués. L'Institut doit, en effet, pouvoir apprécier l'opportunité d'une transaction, avant que le délinquant ne soit déféré à la juridiction de jugement.

.../...

La Commission bancaire n'ayant pas le pouvoir de transiger, l'utilité de lui donner le pouvoir d'apprécier si des poursuites doivent être intentées, n'apparaît juridiquement pas. De toutes façons, le ministère public n'aura généralement connaissance des infractions prévues à l'alinéa 1er, 3°,4° et 5° que sur dénonciation qui lui en sera faite par la Commission bancaire.

Article 10.

Cet article précise que les fonds de placement ne constituent pas des exploitations visées aux articles 25 et 27 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. Comme l'indique l'exposé des motifs, il a pour but d'éviter les contestations et d'épargner des investigations à l'administration.

La disposition revêt donc un caractère interprétatif. A la différence des dispositions fiscales concernant le droit de timbre et la taxe de transmission, elle n'aura d'effet que pour une période limitée n'étant pas exceptée de l'échéance prévue à l'article final du projet. C'est en raison de cet élément qu'il ne s'indique pas d'insérer les dispositions fiscales de l'article 10 dans les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

Au 4° de l'article, le texte serait plus compréhensible et plus près de la réalité juridique si la présomption de réalisation s'appliquait aux valeurs mobilières et non aux seules plus-values.

.../...

Article 13:

Cet article établit des dégrèvements fiscaux qui s'appliqueront , dans le cas du paragraphe premier, à tous les titres représentant des valeurs belges et, dans le cas du paragraphe 2, à tous les titres émis en représentation d'actions, d'obligations, de fonds publics sans que ces dernières valeurs doivent être groupées dans un fonds de placement.

Le projet apporte ainsi d'une manière permanente des modifications à la législation fiscale, en dehors du domaine des fonds de placement.

Le § 1er de l'article 13 entend réduire de 0,70 p.c. à 0,30 p.c. le droit de timbre établi par l'article 18 du Code des droits de timbre, sur les titres émis en représentation d'actions, d'obligations ou effets publics quelconques émanant de tierces sociétés, collectivités ou autorités belges.

L'exposé des motifs déclare qu'une réduction analogue ne peut être envisagée pour le droit de timbre de 1,60 p.c. s'appliquant aux certificats créés en représentation de titres étrangers.

Le projet n'indique pas quel sera le droit de timbre applicable aux titres représentant une part dans un fonds de placement qui comprend à la fois des actions belges et étrangères.

.../...

En application de l'article 18, alinéa 2 du Code, le taux de 1,60 p.c. ne sera dû que dans la mesure où les titres représentent des valeurs étrangères. Il y aura donc lieu, lors du timbrage des titres, de soumettre un inventaire du fonds indiquant la proportion des titres belges et étrangers.

Une fois perçu, le droit de timbre couvrira toutes les variations pouvant survenir dans la composition du fonds, de la même manière qu'il couvre toutes les variations de la valeur du titre.

Le paragraphe 2 vise aussi bien les titres représentatifs de valeurs belges que ceux représentant des valeurs étrangères.

Comme l'exposé des motifs l'indique, la disposition ne se limite pas aux titres représentant une part dans un fonds de placement, mais s'applique à tous les certificats représentatifs.

\+
\+ +

L'intitulé du texte néerlandais du projet ne vise pas les modifications apportées au Code des droits de timbre et au Code des taxes assimilées au timbre. Il devrait être mis en concordance avec l'intitulé du texte français.

\+
\+ +

Le texte ci-après est rédigé par le Conseil d'Etat en considération des observations qu'il formule. Il comporte en outre des modifications de forme qui n'appellent pas de commentaires, notamment la suppression de la subdivision des articles en autant de paragraphes qu'ils comportent de phrases :

.../...

PROJET DE LOI RELATIF AUX FONDS COMMUNS DE PLACEMENT ET MODIFIANT LE CODE DES DROITS DE TIMBRE ET LE CODE DES TAXES ASSIMILEES AU TIMBRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Sont réputées fonds communs de placement pour l'application de la présente loi, les masses indivises de valeurs mobilières gérées ou administrées pour le compte commun de leurs propriétaires lorsque les droits de ceux-ci sont représentés soit par des titres à ordre ou au porteur, soit par des titres qui font l'objet d'une émission publique.

Sont réputés fonds communs de placement belges, les fonds gérés ou administrés en Belgique.

.../...

Article 2.-

Seules les sociétés agréées par la Commission bancaire peuvent gérer ou administrer un ou plusieurs fonds communs de placement belges et faire appel au public en vue de la participation à de tels fonds.

Ces sociétés sont qualifiées ci-après sociétés de gestion.

Elles sont soumises au contrôle de la Commission bancaire.

Article 3.-

L'autorisation de la Commission bancaire est requise pour :

1° la constitution de fonds communs de placement belges;
2° la modification des droits des propriétaires indivis de ces fonds;
3° la diffusion, la publication ou l'affichage par les sociétés de gestion de tous document, rapport ou écrit quelconques relatifs aux fonds qu'elles gèrent ou administrent.

Article 4.-

Le Roi détermine, sur avis de la Commission bancaire :

1° les conditions de l'agréation prévue à l'article 2;
2° les conditions des autorisations prévues à l'article 3;
3° les modalités du contrôle.

.../...

Le Roi peut attribuer à la Commission bancaire le pouvoir d'accorder des dérogations aux règlements pris en vertu de l'alinéa 1er, 1° et 2°.

Article 5.-

La Commission bancaire établit par règlement soumis à l'approbation du Ministre des Finances et publié au Moniteur belge, les obligations et interdictions auxquelles sont soumises la gestion des fonds communs de placement belges et l'émission publique des titres représentatifs des droits des propriétaires indivis.

La Commission bancaire peut fixer des coefficients de répartition des placements; elle peut modifier ces coefficients, mais ces modifications ne s'appliquent qu'aux fonds qui sont créés postérieurement à celles-ci. Elle ne peut imposer l'introduction de valeurs déterminées dans les fonds communs de placement.

La Commission bancaire peut accorder des dérogations aux dispositions de ses règlements.

Article 6.-

Lorsque les dispositions de la présente loi et des règlements pris pour son application ne sont pas respectées, la Commission bancaire peut :

1° suspendre tout appel en vue de la participation à un fonds commun de placement belge;
2° retirer l'agréation prévue à l'article 2.

.../...

En cas de retrait de l'agréation le mandat de la société de gestion prend fin de plein droit. La Commission bancaire désigne des administrateurs provisoires dont elle fixe les pouvoirs et les émoluments. Les administrateurs provisoires convoquent en assemblée générale les propriétaires indivis en vue de délibérer sur les mesures à prendre pour la gestion future du fonds ou pour sa mise en liquidation.

Sauf stipulation particulière de la convention, l'assemblée ne délibère valablement que si les propriétaires indivis présents possèdent ou représentent au moins la moitié des titres émis; elle prend sa décision à la majorité des titres représentés.

Si deux assemblées convoquées à un intervalle d'au moins quinze jours n'ont pas permis d'atteindre les quorums prévus à l'alinéa précédent ou dans les stipulations particulières de la convention, la Commission bancaire arrête les mesures nécessaires pour la gestion future du fonds ou pour sa mise en liquidation.

Article 7.-

Sans préjudice à l'article 108 du Titre V du Livre Ier du Code de commerce, tout appel public, sous quelque forme que ce soit, en vue de la participation à des fonds communs de placement autres que belges, est soumis à l'autorisation de la Commission bancaire.

La Commission bancaire peut limiter le montant pour lequel il est fait appel au public et la durée de cet appel. Elle fixe les conditions à la réalisation desquelles l'octroi et le maintien de son autorisation sont subordonnés.

Elle peut retirer son autorisation lorsque les conditions qu'elle a fixées ne sont pas respectées.

.../...

Article 8.-

§ 1er. Les décisions de la Commission bancaire, prises en application des articles 2, 3, 1° et 2°, 6 et 7, alinéas 1er et 3, sont susceptibles d'appel auprès du Ministre des Finances.

§ 2. L'appel doit être formé dans les quinze jours de la notification de la décision; il est notifié par lettre recommandée à la poste, à la fois au Ministre des Finances et à la Commission bancaire.

§ 3. L'appel suspend les décisions prises en application des articles 6, alinéa 1er, et 7, alinéa 3.

§ 4. Lorsqu'il statue en appel, le Ministre des Finances a les pouvoirs qui sont conférés à la Commission bancaire par la disposition en application de laquelle la décision dont appel a été prise.

§ 5. Les décisions du Ministre des Finances et de la Commission bancaire sont motivées et notifiées par lettre recommandée à la poste.

§ 6. La Commission bancaire publie au Moniteur belge les décisions prises en application de l'article 6, alinéa 1er, 2°, et de l'article 7, alinéa 3, lorsqu'elles sont devenues définitives. Elle peut publier les décisions prises en application de l'article 6, alinéa 1er, 1°.

Article 9.-

Le Roi détermine la rémunération à verser à la Commission bancaire par les sociétés de gestion agréées, ainsi que celle qui lui est due pour l'examen des demandes d'autorisation visées à l'article 6.

.../...

Article 10.-

Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à dix mille francs ou de l'une de ces peines seulement :

1° ceux qui gèrent des fonds communs de placement belges ou font appel au public en vue de la participation à de tels fonds en contravention aux articles 2, 3, 1°, et 6;

2° ceux qui font appel au public en vue de la participation à des fonds communs de placement en contravention à l'article 7, alinéas 1er et 3;

3° ceux qui, dans un but frauduleux, n'ont pas respecté les règlements visés aux articles 4 et 5 ou les conditions et limitations visées à l'article 7, alinéa 2;

4° ceux qui donnent sciemment des renseignements inexacts ou incomplets à la Commission bancaire ou qui, dans un but frauduleux, mettent obstacle aux vérifications auxquelles ils sont tenus de se soumettre ou refusent de donner des renseignements qu'ils sont tenus de fournir.

Les dispositions du Livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions punies par la présente loi.

Article 11.- ... (texte de l'article 10 du projet à l'exception du 4° qui devrait être rédigé comme suit) ...

4° pour la détermination des plus-values, sont considérées comme réalisées pour un prix déterminé comme prévu au 3°, les valeurs mobilières investies dans une exploitation industrielle, commerciale ou agricole, lorsqu'elles sont converties en titres représentatifs de droits de propriétaire indivis dans un fonds commun de placement.

.../...

Article 12.-

La Commission bancaire publie chaque année un rapport sur l'application de la loi.

Article 13.-

Ceux qui, avant la mise en application de la présente loi, géraient des fonds communs de placement belges ou faisaient appel au public en vue de la participation à de tels fonds, sont tenus de se conformer à ses dispositions dans un délai d'un an à dater de son entrée en vigueur.

En cas de refus d'agréation ou de refus d'autorisation, il est procédé comme il est dit à l'article 6, alinéa 2.

Article 14.-

§ 1er. Dans l'article 18, alinéa 1er, de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947 contenant le Code des droits de timbre, confirmé par la loi du 14 juillet 1951, les mots : "0,70 pour cent" sont remplacés par les mots : "0,30 pour cent".

§ 2. Dans l'article 121, introduit dans le Code des taxes assimilées au timbre par l'article 50 de la loi du 13 août 1947 et modifié par l'article 12 de la loi du 13 juin 1951, après les mots : "ou des certificats d'obligations;", sont ajoutés les mots : "des titres émis par des personnes physiques ou morales établies en Belgique ou au Congo belge, en représentation ou contre-partie d'actions, obligations ou fonds publics

.../...

quelconques émanant de tierces sociétés, collectivités ou autorités ou de quotités de pareils actions, obligations ou fonds publics".

Article 15.-

La présente loi entre en vigueur le ...

A l'exception de l'article 13, ses effets prennent fin le 31 décembre 1961.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

Het ontwerp van wet strekt ertoe aan de contrôle der Bankcommissie te onderwerpen het beheer van onverdeelde massa's van roerende waarden, wanneer de aandelen van de onverdeelde mede-eigenaars door effecten aan order of aan toonder, ofwel door publiek geëmitteerde effecten vertegenwoordigd zijn.

Voor de toepassing van de wet worden deze massa's "gemeenschappelijke beleggingsfondsen" geheten.

De Raad van State heeft over een eerste ontwerp betreffende deze stof op 13 Juli 1955 een advies gegeven, met de opmerkingen waarvan in het onderhavige ontwerp voor een deel rekening is gehouden. Dit ontwerp bevat nieuwe bepalingen, waarover het spoedadvies van de Raad is gevraagd.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Volgens de memorie van toelichting heeft de Regering de gezamenlijke problemen in verband met het in de Angelsaksische landen onder de benaming "Investment Trust" gangbare begrip in studie genomen, en is zij voornemens daarvan in België tegelijk het statuut en de contrôle in te richten. "Zij oordeelt niettemin dat het noodzakelijk is thans reeds voorlopige maatregelen te nemen om deze vorm van sparen te beschermen . . . De aanleg, het beheer en de liquidatie van deze beleggingsfondsen behoren verder tot de uitsluitende bevoegdheid van de particulieren, die eveneens alleen aansprakelijk zijn voor de beslissingen die door hen in dit opzicht

.../...

worden genomen. De taak van de openbare machten is beperkt tot de verwezenlijking van hogerbedoelde algemene objectieven van bescherming en informatie van de spaarders".

Deze bedoelingen vormen dan ook de grondslag voor het ontwerp van wet en in het bijzonder voor de bepalingen, waarbij verordenende en rechtsprekende bevoegdheden aan het contrôlelichaam worden verleend.

Artikel 3, §§ 2 en 3, van het ontwerp vergt vooraf de aandacht, in zover het de Bankcommissie bevoegd verklaart om de voor de toepassing van de wet noodzakelijke verordeningen vast te stellen.

Om de toekenning van zodanige bevoegdheid aan een "autonoom lichaam" te verantwoorden, wordt doorgaans aangevoerd dat de regeling technisch ingewikkeld is of dat de te regelen toestand onvast is. Het lijkt wel dat men hier de tweede reden kan inroepen ter verklaring van de toekenning van de verordenende bevoegdheid, welke de Bankcommissie reeds bezit op grond van artikel 11 van het koninklijk besluit van 9 juli 1935 om te bepalen welke verhoudingen tussen de liquide middelen en de mobiliseerbare activa enerzijds, en anderzijds het kapitaal en sommige obligo's de banken moeten in acht nemen.

Aldus is het wel denkbaar dat de Bankcommissie de in artikel 3, § 2, van het ontwerp genoende bevoegdhei zal verkrijgen, in zover het gaat om de bevoegdheid

.../...

tot regeling van de verplichtingen en verbodsbepalingen waaraan het beheer en het bestuur van Belgische beleggingsfondsen en de openbare uitgifte van effecten ter vertegenwoordiging van de rechten der onverdeelde eigenaars zijn onderworpen.

Wanneer daarentegen dit zelfde artikel 3, § 2, de Bankcommissie gelast, zelf de normen te bepalen volgens welke het aanleggen van beleggingsfondsen zal mogen geschieden, is de vraag gewettigd of het niet beter met de normale werking van onze instellingen zou stroken de Koning deze bevoegdheid over te laten die zich voordoet als een aanvulling van de hem in artikel 2, § 2, toegekende bevoegdheid, namelijk de vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de beheersvennootschappen.

Hiertegen zal allicht worden aangevoerd, dat de verordenende bevoegdheid van de Bankcommissie aan de goedkeuring van de Minister van Financiën onderworpen is. Deze ondergeschiktheid heeft haar belang; dit neemt echter niet weg dat, ingeval de goedkeuring wordt geweigerd, geen enkele verordening verbindende kracht zou hebben en dat de wet in zodanig geval, tenzij men aanneemt dat de Bankcommissie een discretionaire macht ten aanzien van haar machtigingsbeslissingen bezit, geen toepassing kan krijgen aangezien de Minister geen enkel recht van initiatief heeft ; een zodanige toestand nu is bezwaarlijk overeen te brengen met de door de wet beoogde bescherming.

.../...

Bovendien is de Staat in de commissie niet vertegenwoordigd en heeft hij er geen andere bevoegdheid dan tot het benoemen en ontslaan van de leden.

De weliswaar aanvechtbare methode die in artikel 2 van de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de wisselcontrôle is gebruikt, strookt beter met de organisatie van de machten. Met deze methode wordt de Koning gemachtigd om aan het Wisselinstituut bevoegdheid te geven tot het vaststellen van de reglementen betreffende wel bepaalde aangelegenheden. Op deze wijze wordt niet alleen de delegatie van de uitvoerende macht naar de mate van de behoeften toegestaan, maar is de delegatie altijd herroepbaar "ad nutum" en behoudt de Koning de mogelijkheid om zelf op te treden indien het Instituut in gebreke wordt bevonden.

\+

\+ \+

Volgens het ontwerp zijn de rechten van onverdeelde eigenaars vertegenwoordigd door effecten aan order of aan toonder. Welke de vorm van deze effecten moet zijn, wordt niet gezegd.

De wetgeving kent een aantal effecten, aan order of aan toonder, waarvan zij de vormen en de geldigheidsvoorwaarden bepaalt, zoals de aandelen en obligaties van vennootschappen (artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen),

.../...

de wisselbrief (artikel 1 van de gecoördineerde wetten), het orderbriefje (artikel 76 van de gecoördineerde wetten), de warrant (artikel 3 van de wet van 18 November 1862), de checks en andere betalingsbriefjes (artikel 2 van de wet van 20 Juni 1873).

Volgens een haast eensluidende rechtsleer is er geen bezwaar tegen het bij overeenkomst tot standkomen van burgerlijke effecten aan order of aan toonder, kunnen zodanige effecten, die een recht van schuldvordering mochten vertegenwoordigen, worden afgestaan zonder inachtneming van de vormen van artikel 1690 van het Burgerlijk Wetboek en zou de schuldenaar tegenover de houder zich niet mogen beroepen op de excepties die hij tegen de eerste houder van het effect had kunnen doen gelden.

(De Page, Tome II, nr 479 quater, Tome IV, 414, 415 en 445 A; Aubry en Rau, Tome V, § 359 bis, 2°, nota's 24 en 25; Planiol en Ripert, Tome VII, nrs 1136, 1137 en 1138 ; Baudry, Lacantinerie, Tome 17, nr 800).

\+

\+ +

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

De term "portefeuille" heeft geen welomschreven juridische betekenis en zou best niet worden gebruikt.

.../...

Volgens het ontwerp zal de wet toepassing vinden op de portefeuilles van roerende waarden die "onder om het even welke vorm" beheerd of bestuurd worden. Deze ruime formule blijkt in tegenstelling te zijn met de memorie van toelichting, die verklaart dat "het ontwerp enkel slaat op de in de vorm van onverdeeldheid aangelegde gemeenschappelijke beleggingsfondsen".

Artikel 2.

De verordenende bevoegdheid welke aan de Koning dient opgedragen te worden, namelijk die vermeld in de artikelen 2, § 2,en 4, van het ontwerp, en de bevoegdheid tot regeling van de wijze van machtiging vanwege de Bankcommissie, moeten een plaats in een afzonderlijk artikel krijgen, terwijl de bevoegdheid welke aan de Bankcommissie wordt toegekend in een ander artikel dient te worden behandeld.

Paragraaf 3 geeft de Bankcommissie bevoegdheid tot het toestaan van afwijkingen van de koninklijke besluiten die de voorwaarden inzake erkenning van de beheersvennootschappen vaststellen.

Aan de uitoefening van deze bevoegdheid zijn geen voorwaarden verbonden of grenzen gesteld; het zou dus voldoende zijn dat geregeld afwijkingen worden toegestaan, om de toepasselijkheid van de reglementering denkbeeldig te maken.

.../...

Een betere regeling zou erin bestaan, de Koning te laten oordelen onder welke voorwaarden en binnen welke grenzen de Bankcommissie in staat mag worden gesteld, de toepassing van de reglementen tot uitvoering van de wet ten gunste van sommige beheersvennootschappen te schorsen. Paragraaf 3 van artikel 2 zou dus beter worden opgenomen in een koninklijk besluit tot uitvoering van § 2 van hetzelfde artikel.

Artikel 3.

Paragraaf 1 van dit artikel eist voor de wijziging van de rechten van de onverdeelde eigenaars der fondsen machtiging van de Bankcommissie, ofschoon zodanige wijziging volgens het gemeen recht niet dan met instemming van die eigenaars kan intreden.

Al is het nodig deze eigenaars tegen hun onervarenheid op juridisch en financieel gebied te beschermen in geval van wijziging van het met hen gesloten contract, evenzeer moet worden gedacht aan een onderzoek van het oorspronkelijk contract, op het tijdstip waarop het voor eventuele intekening openstaat. De Bankcommissie zou dus, evenals in het eerste ontwerp, haar machtiging moeten geven telkens wanneer een erkende beheersvennootschap een nieuw beleggingsfonds wil aanleggen.

De memorie van toelichting verklaart dat men van die eis heeft afgezien omdat "de toelatingsvoorwaarden feitelijk zouden neerkomen op dezelfde voor-

.../...

schriften van het reglement" der Bankcommissie. Dit argument bewijst nog niet dat het onderzoek van het oorspronkelijk contract ongelegen zou zijn. Want het is niet voldoende dat het reglement duidelijk opgeeft welke voorwaarden en formaliteiten bij het aanleggen van een beleggingsfonds in acht te nemen zijn, om zekerheid te hebben dat zij zijn nagekomen.

In paragraaf 3 geeft de uitdrukking "coëfficiënten voor de risicoverdeling" een onjuist beeld van het doel dat de promotors van de regeling willen bereiken, namelijk de risico's zoveel mogelijk uit te schakelen. Het ware beter te lezen "coëfficiënt voor de spreiding van de beleggingen".

Artikel 5.

Volgens dit artikel neemt de Bankcommissie, in geval van intrekking van de erkenning, de nodige maatregelen ter vrijwaring van de rechten der onverdeelde eigenaars; over deze maatregelen zegt het verder niets.

.../...

De memorie van toelichting voegt hieraan toe dat "deze maatregelen inzonderheid de benoeming van voorlopige commissarissen of beheerders kunnen behelzen".

Maatregelen van die aard impliceren dat het beleggingsfonds uit handen van de beheersvennootschap wordt genomen.

Uit dat artikel volgt echter niet, dat de intrekking der erkenning van rechtswege leidt tot herroeping van de lastgeving, die de onverdeelde eigenaars aan de beheersvennootschap hebben gegeven.

De wet zelf zou dit gevolg van de intrekking der erkenning moeten bepalen. Te meer daar de Bankcommissie, indien de lastgeving door de onverdeelde eigenaars onherroepelijk is toegestaan, de intrekking van de lastgeving zelfs niet met de medewerking van die onverdeelde eigenaars zou kunnen bekomen.

+

\+ +

.../...

Onder de maatregelen die de Bankcommissie op grond van artikel 5 bevoegd zou zijn op eigen gezag te treffen, is er volgens de memorie van toelichting ook "de vereffening van de gemeenschappelijke fondsen beheerd door de vennootschap waarvan de erkenning ingetrokken werd".

In dit verband zij opgemerkt dat noch de Koning in zijn uitvoeringsbesluiten, noch de Bankcommissie in haar reglementen, gelet op het stilzwijgen van de wet, zich in de plaats kunnen stellen van de onverdeelde eigenaars om over de vereffening van de onverdeelde fondsen te beslissen.

Overigens zouden de onverdeelde eigenaars, in hun eigen belang, zich over het toekomstig lot van hun gemeenschappelijk vermogen moeten kunnen uitspreken. Daartoe dient voorgeschreven te worden, dat zij op initiatief van de voorlopige beheerders in algemene vergadering bijeenkomen en dat zij met meerderheid van stemmen de nodige maatregelen kunnen treffen.

Uit de bijeenroeping van de onverdeelde eigenaars in algemene vergadering mag evenwel niet worden afgeleid, dat de onverdeeldheid daarmee over

.../...

een permanent orgaan beschikt waardoor zij normaal haar wil uitdrukt. Deze procedure is uitzonderlijk en moet uitzondering blijven; anders zou de onverdeeldheid als een burgerrechtelijke vennootschap moeten worden beschouwd.

De memorie van toelichting wijst er op, dat de vergadering van de onverdeelde eigenaars "echter soms minder zal wenselijk blijken. Wegens het welbekend absenteïsme van de houders van effecten zouden de beslissingen van de vergadering immers kunnen uitgaan van een kleine minderheid van eigenaars in het onverdeelde die met de beheerders samenwerken".

Dit bezwaar gaat het kader van het ontwerp te buiten en raakt een der grondbeginselen van de werking der handelsvennootschappen. Ten hoogste zou daarin een verantwoording kunnen liggen voor de eis, dat een bepaald quorum wordt bereikt om geldig te beslissen.

Artikel 6 van de hierna voorgestelde tekst houdt rekening met de zoëven gemaakte opmerkingen.

.../...

Artikel 6.

Hierin is sprake van de voorafgaande machtiging van de Bankcommissie. Een machtiging moet uiteraard altijd voorafgaan aan de akte welke zij toestaat. In de tekst kan het bijwoord "vooraf" zonder bezwaar worden geschrapt.

Artikel 7.

In paragraaf 6 wordt bepaald, dat de Bankcommissie sommige van haar beslissingen in het Belgisch Staatsblad kan bekendmaken. Nochtans heeft het publiek er klaarblijkelijk belang bij te weten dat een beheervennootschap niet meer erkend is of dat buitenlandse fondsen niet meer gemachtigd zijn effecten in België te emitteren. Het doel dat het ontwerp nastreeft, zou beter worden bereikt door het voorschrift, dat beslissingen, genomen bij toepassing van de artikelen 5, § 1, 2°, en 6, § 3, worden bekendgemaakt.

Artikel 9.

Het tweede lid van § 1 van dit artikel zegt, dat "de in 3°, 4° en 5° van vorig lid bedoelde inbreuken worden vervolgd op verzoek van de Bankcommissie".

De memorie van toelichting zegt hierover, dat deze misdrijven alleen op verzoek van de Bankcommissie kunnen worden vervolgd en beroept zich, als een precedent hiervoor, op artikel 6 van de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de wisselcontrôle. Dit artikel is gewijzigd bij de besluitwet van 4 Juni 1946.

.../...

Hier moge worden opgemerkt dat, wat betreft het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de wissel, het feit dat het instellen van vervolgingen afhankelijk is van een aangifte vanwege het Instituut, te verklaren is door de bevoegdheid van het Instituut om schikkingen te treffen. Het Instituut moet immers kunnen oordelen over de opportuniteit van een schikking alvorens de overtreder voor de rechtbank wordt gebracht.

Daar de Bankcommissie niet bevoegd is tot het treffen van schikkingen, heeft het juridisch geen nut haar bevoegd te verklaren om te oordelen, of vervolgingen moeten worden ingesteld. Hoe dan ook, het openbaar ministerie zal doorgaans de misdrijven waarvan sprake in het eerste lid, 3°, 4° en 5°, eerst vernemen nadat de Bankcommissie hiervan aangifte bij hem zal hebben gedaan.

Artikel 10.

Dit artikel bepaalt dat de beleggingsfondsen geen exploitaties zijn in de zin van de artikelen 25 en 27 van de samengeordende wetten betreffende de inkomstenbelastingen. Zoals de memorie van toelichting aangeeft, is de bedoeling, betwistingen te voorkomen en het bestuur onderzoekingen te besparen.

Deze bepaling heeft dus een interpretatief karakter. In tegenstelling tot de fiscale voorzieningen betreffende het zegelrecht en de overdrachtstaks heeft zij alleen voor een beperkte periode uitwerking, aangezien zij niet van het in het slotartikel van het ontwerp bedoelde verval wordt uitgesloten. Daarom is het niet aangewezen, de fiscale voorzieningen van artikel 10 in de samengeordende wetten betreffende de inkomstenbelastingen op te nemen.

.../...

In 4° van het artikel ware de tekst bevatteli jker en dichter bij de juridische werkelijkheid, indien hij bepaalde dat het vermoeden van verwezenlijking voor de roerende waarden en niet voor de meerwaarden alleen geldt.

Artikel 13.

Dit artikel stelt fiscale ontlastingen voor, die in het geval van de eerste paragraaf, op alle effecten die Belgische waarden vertegenwoordigen, toepassing zullen vinden en, in het geval van paragraaf 2, op alle effecten uitgegeven ter vertegenwoordiging van aandelen, obligaties en openbare fondsen zonder dat laatstgenoemde waarden in een beleggingsfonds moeten zijn gegroepeerd.

Het ontwerp brengt dus, buiten het gebied van de beleggingsfondsen, blijvende wijzigingen in de fiscale wetgeving aan.

Paragraaf 1 van artikel 13 wil het zegelrecht van artikel 18 van het Wetboek der zegelrechten van 0,70 t.h. tot 0,30 t.h. verminderen ten aanzien van de effecten uitgegeven ter vertegenwoordiging van aandelen, obligaties of eender welke openbare effecten uitgaande van Belgische derde vennootschappen, gemeenschappen of overheden.

De memorie van toelichting verklaart, dat een zelfde vermindering niet kan worden overwogen voor het zegelrecht van 1,60 t.h., dat van toepassing is op de certificaten gecreëerd ter vertegenwoordiging van buitenlandse effecten.

.../...

In het ontwerp wordt niet gezegd welk zegelrecht van toepassing is op effecten die een aandeel vertegenwoordigen in een beleggingsfonds waarin zowel Belgische als buitenlandse aandelen voorkomen.

Bij toepassing van artikel 18, tweede lid, van het Wetboek zal het tarief van 1,60 t.h. alleen verschuldigd zijn voor zover de effecten buitenlandse waarden vertegenwoordigen. Bij de zegeling van de effecten zou dus een inventaris van het fonds moeten worden voorgelegd, waarin de verhouding van de Belgische en buitenlandse effecten wordt opgegeven.

Als het zegelrecht eenmaal is geïnd, zal het alle wijzigingen die zich in de samenstelling van het fonds mochten voordoen, dekken, zoals zulks geval is met alle schommelingen in de waarde van het effect.

Paragraaf 2 heeft zowel betrekking op de effecten ter vertegenwoordiging van Belgische waarden als op effecten ter vertegenwoordiging van buitenlandse waarden.

Zoals de memorie van toelichting erop wijst, geldt de bepaling niet alleen voor effecten die een aandeel in een beleggingsfonds vertegenwoordigen, maar voor alle vertegenwoordigende certificaten.

\+

\+ \+

Het opschrift van de Nederlandse tekst gewaagt niet van de wijzigingen, aangebracht in het Wetboek der zegelrechten en in het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen. Het dient met het opschrift van de Franse tekst in overeenstemming te worden gebracht.

Onder inachtneming van al deze opmerkingen heeft de Raad van State de hiernavolgende tekst opgesteld, waarin bovendien een aantal vormwijzigingen zijn aangebracht die geen commentaar behoeven; met name is er van afgezien, de artikelen in te delen in zoveel paragrafen als zij volzinnen tellen.

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE GEMEENSCHAPPELIJKE BELEGGINGSFONDSEN EN TOT WIJZIGING VAN HET WETBOEK DER ZEGELRECHTEN EN VAN HET WETBOEK DER MET HET ZEGEL GELIJKGESTELDE TAKSEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Als gemeenschappelijke beleggingsfondsen worden voor de toepassing van deze wet aangemerkt de onverdeelde massa's van roerende waarden beheerd of bestuurd voor gemeenschappelijke rekening van hun eigenaars, wanneer deze rechten, hetzij door effecten aan order of aan toonder, hetzij door openbaar geëmitteerde effecten zijn vertegenwoordigd.

Als Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen worden aangemerkt de in België beheerde of bestuurde fondsen.

.../...

Artikel 2.-

Alleen de door de Bankcommissie erkende vennootschappen mogen één of meer Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen beheren of besturen, en tot het publiek een oproep richten om aan zodanige fondsen deel te nemen.

Deze vennootschappen worden hieronder beheervennootschappen genoemd.

Zij staan onder de contrôle van de Bankcommissie.

Artikel 3.-

Machtiging vanwege de Bankcommissie is vereist voor :

1° het oprichten van Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen;

2° het wijzigen van de rechten van de onverdeelde eigenaars van deze beleggingsfondsen;

3° het verspreiden, publiceren of aanplakken door de beheervennootschappen van enigerlei document, verslag of geschrift betreffende de door hen beheerde of bestuurde beleggingsfondsen.

Artikel 4.-

De Koning bepaalt, op het advies van de Bankcommissie :

.../...

1° de voorwaarden van de in artikel 2 bedoelde erkenning;

2° de voorwaarden van de in artikel 3 bedoelde machtigingen;

3° de wijze waarop contrôle wordt uitgeoefend.

De Koning kan aan de Bankcommissie bevoegdheid verlenen tot het toestaan van afwijkingen van de krachtens het eerste lid, 1° en 2°, vastgestelde reglementen.

Artikel 5.-

De Bankcommissie bepaalt, bij een aan de Minister van Financiën ter goedkeuring voorgelegd en in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt reglement, de verplichtingen en de verbodsregelen waaraan zijn onderworpen het beheer van de Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen en de openbare emissie van effecten ter vertegenwoordiging van de rechten der onverdeelde eigenaars.

De Bankcommissie kan voor de spreiding van de beleggingen coëfficiënten vaststellen; zij kan deze coëfficiënten wijzigen, met dien verstande dat deze wijzigingen niet gelden dan voor de nadien tot stand gebrachte fondsen. Zij kan niet voorschrijven, dat bepaalde waarden in de gemeenschappelijke beleggingsfondsen worden opgenomen.

De Bankcommissie kan toestaan dat van de bepalingen van haar reglementen wordt afgeweken.

Artikel 6.-

Ingeval de bepalingen van deze wet en van de uitvoeringsreglementen niet worden nagekomen, kan de Bankcommissie :

.../...

1° elke oproep tot deelneming aan een Belgisch gemeenschappelijk beleggingsfonds opschorten;

2° de in artikel 2 bedoelde erkenning intrekken.

Bij intrekking van de erkenning vervalt de lastgeving der beheervennootschap van rechtswege. De Bankcommissie wijst de voorlopige beheerders aan, en stelt hun bevoegdheid en emolumenten vast. De voorlopige beheerders roepen de onverdeelde eigenaars in algemene vergadering bijeen, om te beraadslagen en te beslissen over de voor het toekomstig beheer of voor de liquidatie van het fonds te treffen maatregelen. Behoudens bijzonder beding in de overeenkomst, beraadslaagt de vergadering alleen geldig voor zover de aanwezige onverdeelde eigenaars ten minste de helft van de uitgegeven effecten bezitten of vertegenwoordigen; zij neemt haar beslissing met meerderheid van de vertegenwoordigde effecten.

Wanneer het in het vorige lid of in bijzondere bepalingen van de overeenkomst bepaalde quorum niet is bereikt in twee vergaderingen, waarvan de tweede ten minste vijftien dagen na de eerste is opgeroepen, stelt de Bankcommissie de maatregelen vast die nodig zijn voor het toekomstige beheer of voor de vereffening van het fonds.

Artikel 7.-

Onverminderd artikel 108, Titel V, Boek I, van het Wetboek van koophandel is machtiging van de Bankcommissie vereist voor iedere openbare oproep onder enigerlei vorm met het oog op deelneming aan andere dan Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen.

De Bankcommissie kan het bedrag waarvoor een oproep tot het publiek wordt gericht, en de duur van deze oproep beperken. Zij bepaalt aan welke voorwaarden moet worden voldaan opdat zij haar machtiging zou geven en handhaven.

.../...

Zij kan haar machtiging intrekken wanneer de door haar bepaalde voorwaarden niet zijn nagekomen.

Artikel 8.-

§ 1. Tegen de beslissingen van de Bankcommissie, bij toepassing van de artikelen 2, 3, 1° en 2°, 6 en 7, eerste en derde lid, staat beroep open bij de Minister van Financiën.

§ 2. Het beroep moet binnen vijftien dagen na kennisgeving van de beslissing worden ingesteld; van het beroep worden tegelijk de Minister van Financiën en de Bankcommissie in kennis gesteld bij een ter post aangetekende brief.

§ 3. Het beroep schorst de beslissingen die bij toepassing van de artikelen 6, eerste lid, en 7, derde lid, zijn genomen.

§ 4. Wanneer hij over het beroep uitspraak doet, heeft de Minister van Financiën de bevoegdheid die aan de Bankcommissie wordt toegewezen door de bepaling krachtens welke de beslissing waarvan in beroep is gekomen, genomen werd.

§ 5. De beslissingen van de Minister van Financiën en van de Bankcommissie zijn met redenen omkleed; bij een ter post aangetekende brief wordt daarvan kennis gegeven.

.../...

§ 6. De Bankcommissie publiceert in het Belgisch Staatsblad de beslissingen bij toepassing van artikel 6, eerste lid, 2°, en van artikel 7, derde lid, genomen nadat zij definitief zijn geworden. De bij toepassing van artikel 6, eerste lid, 1°, genomen beslissingen kan zij publiceren.

Artikel 9.-

De Koning stelt de vergoeding vast die door de erkende beheervennootschappen aan de Bankcommissie dient uitgekeerd evenals die welke haar verschuldigd is voor het onderzoek van de aanvragen tot machtiging waarvan sprake in artikel 6.

Artikel 10.-

Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank of met een van die straffen alleen, worden gestraft :

1° zij die met overtreding van de artikelen 2, 3, 4°, en 6 Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen beheren of een beroep doen op het publiek om op zodanige fondsen in te schrijven;

2° zij die met overtreding van artikel 7, eerste en derde lid, een beroep doen op het publiek om op gemeenschappelijke beleggingsfondsen in te schrijven;

3° zij die met een bedrieglijk oogmerk de in de artikelen 4 en 5 bedoelde reglementen of de in artikel 7, tweede lid, bedoelde voorwaarden en beperkingen niet in acht nemen;

.../...

4° zij die wetens aan de Bankcommissie onjuiste of onvolledige inlichtingen verstrekken of die met een bedrieglijk oogmerk de verificaties beletten waaraan zij zich moeten onderwerpen, of weigeren de inlichtingen te geven welke zij moeten verstrekken.

De bepalingen van Boek I van het Wetboek van Strafrecht, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de door deze wet gestrafte misdrijven.

Artikel 11.- (tekst van artikel 10 van ontwerp, behalve het 4° dat wordt gewijzigd als volg

"4° voor het bepalen van de meerwaarden worden de in een industriële, commerciële of landbouwexploitatie geïnvesteerde mobiliënwaarden, wanneer zij in effecten ter vertegenwoordiging van rechten van onverdeelde eigenaars van een gemeenschappelijk beleggingsfonds zijn omgezet, geacht verwezenlijkt te zijn tegen een bepaalde prijs als bedoeld onder 3°".

Artikel 12.-

Elk jaar publiceert de Bankcommissie een verslag over de toepassing van deze wet.

Artikel 13.-

Zij die vóór de inwerkingtreding van deze wet Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen beheerden of het publiek oproepen om op dergelijke fondsen in te schrijven, zijn gehouden zich naar de bepalingen

.../...

van deze wet te gedragen binnen de termijn van één jaar te rekenen van haar inwerkingtreding.

Ingeval erkenning of machtiging wordt geweiger wordt opgetreden zoals gezegd in artikel 6, tweede lid.

Artikel 14.-

§ 1. In artikel 18, eerste lid, van het besluit van de Regent van 26 Juni 1947 houdende het Wetboek der Zegelrechten, bevestigd bij de wet van 14 Juli 1951, worden de woorden "0,70 procent" vervangen door de woorden "0,30 procent".

§ 2. In artikel 121, ingevoegd in het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen door artikel 50 van de wet van 13 Augustus 1947 en gewijzigd door artikel 12 van de wet van 13 Juni 1951, worden na de woorden "of certificaten van obligatiën", de woorden toegevoegd "of effecten geëmitteerd door in België of in Belgisch-Congo gevestigde natuurlijke of rechtspersonen, ter vertegenwoordiging of als tegenwaarde van enigerlei aandelen, obligaties of openbare effecten die uitgaan van derde vennootschappen, gemeenschappen of overheden, of van gedeelten van dergelijke aandelen, obligaties of van openbare effecten".

.../...

Artikel 14.-

Deze wet treedt . . . in werking. De gevolgen van deze wet, met uitzondering van artikel 13, eindigen op 31 December 1961.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
De Heren :		raadsheer van State,	voorzitter
	J.COYETTE,	conseillers d'Etat,	
	G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint,	greffier
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.